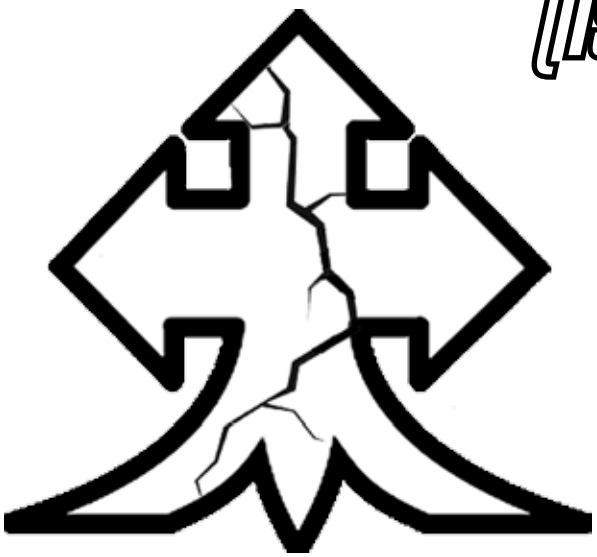
SOUVENIRS 12 – LES CAHIERS DE JEUNE NATION (1992-1995)



PIERRE TRÉPANIER

L'épreuve que nous vivons nous offre l'occasion de faire nos preuves, et de nous grandir. De nous montrer enfin à la hauteur de notre héritage. Si nos descendants ne sont pas une motivation suffisante, alors la vie ne nous doit plus rien. [...] Aucun « droit » ne nous sauvera, il est temps de songer à notre devoir. — Laurent Obertone, Propos recueillis par Raymond Petitbond, *Réfléchir & Agir*, no 85, printemps 2025, p. 27.

La brève histoire des *Cahiers de Jeune Nation* a souligné d'un épais trait rouge la double fracture qui a miné l'aventure du Cercle du même nom : la tension entre indépendantistes et fédéralistes dans une certaine mesure et, surtout, l'affrontement sur les rapports entre religion et politique. À cette époque, les péripéties n'ont pas manqué dans l'histoire du Cercle Jeune Nation : l'Affaire Trépanier (1992-1993) ; les relations compliquées avec le Ralliement provincial des Parents du Québec et le Centre d'Information national Robert-Rumilly (CIN), tous deux animés par le chanoine Achille Larouche ; le lancement en mai 1993 par Gilbert Gendron, à l'insu du Cercle, de la lettre d'information *Confidentiel* ; ma démission en juin ; la démission en octobre 1994 de François Dumas et de Rock Tousignant, respectivement président et secrétaire général du Cercle ; la fondation par ces derniers du bulletin *Faire Front* en novembre 1994. En renvoyant le récit de ces bouleversements à d'autres chapitres, je me concentrerai sur les rapports entre politique et religion, la pierre d'achoppement sur laquelle s'est fracassé le Cercle Jeune Nation.

La parution surprise de *Confidentiel* a été l'occasion de la crise. J'avais et j'ai toujours pour Gendron beaucoup d'estime. Dans ma lettre du 7 juillet 1993 à Tousignant, j'exposais mon point de vue : si Gendron « a lancé une publication, c'était qu'il y avait un problème, un malaise. Vous auriez dû immédiatement entrer en contact avec lui, lui proposer une rencontre pour tirer la chose au clair et lui offrir votre appui, tout en l'engageant à travailler davantage aux *Cahiers* ». De mon point de vue, le fond du problème et la cause de ma démission étaient la direction des *Cahiers* par Jean-Claude Dupuis et l'orientation qu'il leur donnait de son propre chef. « Les *Cahiers* n'ont pas le droit d'être une revue indépendantiste ou intégriste tant que le Cercle ne s'est pas prononcé officiellement là-dessus. Les *Cahiers* n'appartiennent pas à Dupuis, mais au Cercle. [...] Dupuis me fait rire avec son idée que les Cahiers doivent être exclusivement une revue "philosophique" (c'est son expression) » J'ajoutais un post-scriptum révélateur de mon état d'esprit dans le sillage de l'Affaire Trépanier : « Ne me faites pas l'injure de croire que je démissionne pour regagner l'estime des gauchistes, des lâches et des "chers confrères" ou, pour parler comme Rosaire Morin, afin de me refaire une crédibilité auprès des grands de ce monde. Ce serait le bouquet ! Dumas a raison : on ne pardonne jamais à un droitiste. Seul le gauchiste peut être enfant prodigue. De toute façon, mes convictions ne sont pas à négocier. »

Le 3 août 1993, Dumas me répond que je fais fausse route et que mon analyse de la situation laisse à désirer. « Tu te retires, dis-tu, parce que tu es "le seul à ne pas avoir le pas". Mais, il n'y a de *"pas" à Jeune Nation que dans ta perception.* Tu as vite oublié que la marque de fabrique du Cercle, son œcuménisme de Droite, jouait autant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Cercle. » Dupuis, admettait-il, « gère peut-être les *Cahiers* comme s'ils lui appartenaient : c'est le reflet de sa personnalité et de sa motivation. Il a néanmoins été dûment mandaté *par le Cercle* pour diriger les *Cahiers* et c'est *au Cercle* qu'il a à répondre de sa gestion. »

Dans une lettre à Dumas en date du 13 août 1993, j'expliquais de nouveau ma démission : « Un double manque de solidarité m'a profondément déçu : celui de Gendron, pourtant membre-fondateur, et celui du Cercle. Quand je dis que je suis le seul à ne pas avoir le pas, je n'ai pas en tête des différends idéologiques, mais plutôt le fait que je suis le seul à ne pas admettre l'attitude de Gendron et celle du Cercle dans cette affaire », celle du lancement de *Confidentiel*. Comme trop souvent, les dirigeants du Cercle ont réagi avec un décalage regrettable, laissant la situation s'envenimer. J'incriminais donc le mode de fonctionnement du Cercle, avec ses intermittences, soit ses alternances de dynamisme et de somnolence. C'est ma conception même du Cercle qui me semblait avoir été rejetée, du moins tel était mon sentiment à l'époque : « J'ai toujours pensé que le Cercle était une petite fraternité de camarades partageant dans la

diversité quelques grands principes et une sensibilité commune. J'ai perdu mes illusions. » À cet égard, le principal fauteur de trouble se nommait Dupuis, qui n'était pas un homme d'équipe. Enfin, je déplorais l'allure qu'avaient prise les *Cahiers* : « Si le bulletin *Jeune Nation* est devenu les *Cahiers*, c'est que le bulletin ne paraissait plus et que j'ai cru que c'était une bonne façon de donner un second souffle à la principale activité du Cercle. Mais il avait été convenu qu'à la première occasion les *Cahiers* ajouteraient à leur contenu régulier toutes les rubriques de l'ancien bulletin et retrouverait une périodicité plus fréquente car, comme le dit Madiran, le combat idéologique, c'est d'abord une présence. » Dupuis en a décidé autrement et la présidence du Cercle a laissé faire. « Au fond, ajoutais-je, derrière les prétentions philosophiques de Dupuis, se cache la crainte, sans fondement à mon avis, que la prose de Gendron attire des poursuites contre les *Cahiers* et leur directeur (il y a un peu de frousse dans tout ça). »

Dumas et Tousignant ont fait valoir des arguments sensés pour m'amener à retirer ma démission. Ils m'ont pressé de participer à l'Assemblée générale extraordinaire du 2 juillet 1993, où ma démission et l'initiative de Gendron seraient discutées. Ma confiance était à zéro. J'étais persuadé que la réaction tant attendue du président et du secrétaire général du Cercle viendrait se briser contre l'entêtement désinvolte de Dupuis. J'ai refusé. Avec le recul, je ne suis plus sûr d'avoir pris la bonne décision.

Quoi qu'il en soit, le 16 décembre 1993, dans une lettre à un membre du Cercle dont je tairai le nom pour les raisons indiquées au début de cette série, je ramassais les éléments de mon point de vue sur la crise et les raisons de mon refus de revenir au bercail : « L'initiative de Gendron a été le déclencheur. La désinvolture de Dupuis dans cette affaire et au CIN m'a confirmé dans ma décision. J'ai fait une croix sur le Cercle [...] 1- parce que je me suis persuadé que le Cercle n'avait pas d'avenir : il ne se développera pas et sa revue restera un bulletin artisanal ; 2- parce que je suis déçu par [l']orientation récente » des *Cahiers* : une sorte de néolibéralisme réfractaire à la loi 101 et surtout « une tendance à l'intégrisme (dans une revue politique !) ».

Revenons aux rapports de la religion et du politique. Dans le premier numéro des *Cahiers de Jeune Nation* (avril 1992), je soutenais l'idée que le christianisme était un élément essentiel de la tradition canadienne-française et que l'État québécois devait protéger la confessionnalité scolaire. Religion nationale, le catholicisme ne devait pas être mis sur le même pied que les autres confessions. J'affirmais aussi que l'État, outre sa mission matérielle, avait une mission spirituelle, que je définissais comme la défense et illustration des caractères chrétiens, occidentaux et français de la nation. Spirituelle, non pas religieuse. Je distinguais l'ordre naturel de l'État de l'ordre surnaturel de l'Église. Je récusais ainsi implicitement toute tendance théocratique, tout en admettant que « la doctrine traditionnelle de l'Église catholique représente la plus haute forme de la sagesse *humaine*, en matière philosophique, politique et sociale ». En particulier, « elle subordonne les libertés individuelles à la loi naturelle et au bien commun ».

Dupuis aborde, dans la même livraison, la question fondamentale du rapport entre politique et religion. « Bref, écrit-il, au risque d'être qualifié de vieil ultramontain (ce qui est d'ailleurs un compliment plutôt qu'une insulte), je dirais que la droite doute d'elle-même parce qu'elle a perdu la foi. » Si je me situais du côté de la tradition nationale pour justifier la place éminente du catholicisme dans ma conception de la droite, lui la subordonnait non seulement à la foi comme ensemble organique de dogmes, mais aussi à l'Église au sens d'institution hiérarchisée : selon lui, « une pensée de droite cohérente ne peut pas être autrement que catholique. » Pour des raisons d'opportunité et seulement pour ces raisons, prétend-il, il faut rejeter l'alliance avec le clergé, déboussolé par le concile Vatican II. En pratique, pour le moment, « il faut séparer religion et politique. Mais sur le plan des principes, notre combat politique est et doit être un combat religieux. » Comme si ce n'était pas assez clair, il martèle que nos adversaires idéologiques poursuivent un but unique : « faire triompher dans tous les domaines la dictature du relativisme pour nier que le Christ est la Voie, la Vérité et la Vie. » Globalement, on peut dire que François Dumas et Rock Tousignant étaient dans mon camp et Gendron dans celui de Dupuis, avec une réserve importante de la part de Gendron : l'action intellectuelle, la seule à la disposition du Cercle Jeune Nation pour le moment, devait rester entée sur le réel concret et l'actualité. Combien de temps durerait la tentative de conciliation entre les deux tendances de cette droite nationale et sociale ?

Un autre texte de Dupuis m'a fait tiquer. Dans un compte rendu de La démocratie libérale d'Adrien Loubier, un traditionaliste qui, à juste titre, reprochait à l'Église et à la papauté de confondre apostolat et action politique, il reproche à l'auteur de ne pas mieux fonder théologiquement son argumentation (*Cahiers de Jeune Nation*, juillet 1993). Il indique que l'auteur invoque la doctrine traditionnelle des Deux Glaives du pape Gélase mort en 496, mais se garde bien de relever qu'elle est en contradiction avec la version maximaliste qu'enseigne Boniface VIII (pape de 1294 à 1303). Cette façon, typiquement traditionaliste catholique, de jeter le manteau de Noé sur les prétentions théocratiques exorbitantes de la papauté et du clergé, marquait une autre étape dans l'évolution de Dupuis. Or il n'y a pas à tergiverser. Le père de famille et le chef d'État tiennent leur pouvoir de Dieu et non pas de l'Église ou du pape. Le règne social du Christ n'est pas le règne politique de l'Église. La plupart des catholiques traditionalistes qui admettent ces deux principes en théorie les répudient en pratique, posant les fondations du pouvoir terrestre de l'Église, c'est-à-dire de la théocratie. Ce glissement s'observe chez Dupuis d'abord implicitement, puis de façon de plus en plus marquée. Mes réticences, pour ne pas dire mes agacements, me vaudront plus tard ce portrait brossé par mon ancien dirigé et camarade : « Pierre Trépanier était, à mon avis, un libéral conservateur plutôt qu'un véritable contre-révolutionnaire. C'était un nostalgique du duplessisme, mais il ne croyait ni possible ni souhaitable de revenir à une société intégralement catholique. Trépanier avait la foi, mais sa vision du monde restait marquée par un certain scepticisme voltairien. Il se disait sincèrement démocrate. C'était en quelque sorte un démocrate-chrétien de tendance conservatrice, comme il y en eut beaucoup entre 1930 et 1960. Il restait imprégné par le substrat idéologique qui avait préparé, plus ou moins consciemment, la Révolution tranquille. Il se moquait de mon intégrisme catholique » (*Au temps de Jeune Nation. Les écrits polémiques d'un contre-révolutionnaire tranquille*, 2017, p. 16). Au lecteur de juger de la fidélité du portrait au modèle.

En ce temps-là, Dupuis renforçait par petites touches l'accent religieux

intégriste. À mon sens, en octobre 1993, il franchissait le Rubicon à l'occasion d'un compte rendu du livre du Frère François de Marie des Anges, *Fatima, joie intime, événement mondial* (1991). Dupuis traite du volet politique des messages de la Vierge sans aucun esprit critique ; davantage encore, il admet qu'une apparition, qu'une révélation privée doive surdéterminer la politique et la géostratégie : parce que le pape a refusé de la consacrer au Cœur Immaculé de Marie, la Russie ne s'est pas convertie, a étendu la domination communiste sur l'Europe de l'Est comme, idéologiquement au moins, sur une bonne partie du monde, et a continué de menacer la paix. La Vierge avait donc condamné l'Ostpolitik du Vatican ou « politique de détente à l'égard du régime soviétique ». Je rappelle que nul croyant n'est tenu en conscience d'admettre la réalité d'une apparition ou la vérité d'une révélation privée même quand le Magistère reconnaît qu'elles ne relèvent pas de l'hallucination, de la mystification ou de la forgerie. Ni Lourdes, ni Fatima, ni La Salette ne font partie du dogme et ne sont assimilables à des vérités de foi. De toute façon, aucun homme d'État sain d'esprit ne prendrait ses décisions sur une base surnaturelle, sur des apparitions mariales. Dupuis confondait donc l'ordre naturel et l'ordre surnaturel, ce qui m'apparaissait inacceptable dans une revue politique.

Les dirigeants du Cercle Jeune Nation réagiraient-ils ? Leur inaction me décevait profondément, d'autant que j'avais en mémoire les retards répétés de publication qui avaient eu raison du bulletin *Jeune Nation.* Dupuis faisait bon marché des principes du Cercle et imprimait aux *Cahiers*, de sa propre autorité, je le répète, une réorientation doctrinale. On peut y admirer dans toute sa splendeur l'hyperzèle intempestif du nouveau converti, syndrome compliqué du vertige du chefaillon, qui assimile l'animation de moins de dix équipiers au gouvernement d'un État. Il persistera à pontifier : « Les gens de droite sont curieux. Ils pourfendent la démocratie, tout en restant foncièrement démocrates. On me reprochait de prendre des décisions sans convoquer de réunions formelles, après avoir simplement consulté les membres par téléphone. Je ne respectais, disait-on, ni la lettre ni l'esprit des statuts du Cercle. Il aurait fallu délibérer, voter, trouver un consensus. La mentalité démocratique nous imprègne jusqu'à la moelle » (*Le Harfang*, août-septembre 2016, p. 15). Selon Tousignant, dans sa lettre à Dumas du 1er août 1994, Dupuis a lui-même bien résumé la nouvelle donne aux *Cahiers* : « Le Cercle, ce sont les *Cahiers* ; les *Cahiers*, c'est le directeur ! »

La situation ne cesse donc de s'envenimer. Dumas et Tousignant se décident à ne plus tergiverser et à enfin reprendre la main. L'assemblée générale annuelle du 30 juillet 1994 en fournirait l'occasion. Le résultat ne sera pas celui qu'ils attendaient : un coup de force de Dupuis les met en minorité. Démissionnaire depuis juin 1993, je n'ai pas participé à cette réunion. Pour en proposer le récit, je m'appuie sur des courriels de Dumas et de Tousignant ainsi que sur trois documents de 1994 mis à ma disposition par le premier : « Transcription de mes notes manuscrites, Assemblée générale du 30 juillet », « Rapport annuel du président » et, de Tousignant, « Vers l'hégémonie ». Dumas et Tousignant réitèrent avec force les principes fondateurs du Cercle Jeune Nation et dessinent, pour la suite des choses, les contours du Cercle et des *Cahiers* en accord avec ces principes mais compte tenu de l'échec relatif des efforts pour confédérer les divers groupes de la droite nationale.

Or les fondateurs se sont retrouvés en minorité. Voici ce que raconte Dumas dans son courriel du 3 février 2025 : « Rock et moi avions préparé chacun un texte politique qui devait être mis aux voix et préciser ce que serait Jeune Nation à l'avenir. Ce vote impliquait une unanimité des trois membres fondateurs de Jeune Nation (Rock, Gilbert et moi) et cette unanimité, égalitaire ou minoritaire, l'emportait. C'était dans les statuts de Jeune Nation. Nous avions pensé ainsi nous protéger, mais [...] notre triumvirat fut notre talon d'Achille : Gilbert refusa de nous suivre, et le vote redevint majoritaire : Rock et moi d'un côté, Dupuis, Gendron [et les autres faisant bloc]. » La position de Gendron est beaucoup plus nuancée que celle de Dupuis conformément à son goût pour le militantisme concret. Il affirme au sujet du texte de Dumas : « Le ton m'a beaucoup plu, mais n'est-il pas trop tard ? » Comme il faut choisir, il se range dans le camp de Dupuis. Je déplore la décision de Gendron : son choix s'explique, je crois, par son appartenance, plus ancienne que celle de Dupuis, au catholicisme traditionaliste, par sa déception devant le manque de régularité de la publication du défunt bulletin *Jeune Nation* et par son manque de confiance dans la direction du Cercle. On ne pouvait incriminer le tournant indépendantiste piloté récemment par Dumas et Tousignant car Gendron se retrouvait désormais le seul fédéraliste dans l'équipe des *Cahiers*.

Dans le numéro 9 des *Cahiers* (septembre 1994), les abonnés ont trouvé encarté un feuillet de quatre pages daté d'octobre 1994 et intitulé « Pourquoi nous quittons Jeune Nation ». Dumas et Tousignant en sont les deux signataires. Ils ont pu insérer cette lettre d'adieu parce que Dumas assumait pour la dernière fois la mise en page et Tousignant, l'expédition (courriel de Dumas à Trépanier, 27 janvier 2024). « Notre expérience personnelle, notent-ils, au sein de divers mouvements de Droite au Québec et nos contacts avec des organisations et revues analogues à l'étranger nous avaient rendus allergiques au sectarisme, à l'exclusivisme et aux dogmatismes réducteurs de la plupart de ces groupes. Notre cheminement intellectuel nous avait amenés à penser que toutes les tendances de la Droite pouvaient se reconnaître dans un ensemble de *valeurs communes* (par ex. : la famille, la communauté et l'identité nationales, l'autorité de l'État, l'inégalité, etc.). Ce sont ces valeurs communes que nous voulions défendre et illustrer, *avec* et *pour* toute la Droite. Notre action s'inscrivait *dans le réel*, tant au niveau de la démarche ("former, informer, regrouper") qu'au niveau des objectifs (agir sur la réalité du Québec contemporain). » Ils s'en expliquent de façon on ne peut plus claire : « À l'inverse, l'engagement que présuppose *la ligne religieuse* est de nature d'abord fidéique [*sic*] ; ce sont les dogmes de la foi catholique traditionnelle qui servent d'"idéologie-cadre" et de grille d'analyse politique. De plus la pensée politique catholique de Droite ne se reconnaît pas comme *une partie* de la pensée de Droite, puisqu'elle prétend en incarner à elle seule *l'ensemble*. Par contre, et nous avons pu le vérifier, son action s'inscrit *dans l'absolu*, tant au niveau de sa démarche ("on ne doit rien attendre d'un monde corrompu ") qu'au niveau des objectifs (témoigner de la Vérité). Les équivoques sont venues du fait que, défendant les mêmes valeurs que nous, elle a cheminé pour un temps avec nous. »

Les auteurs concluent : « Nous voulons continuer le combat et nous invitons à nous rejoindre tous ceux qui, comme nous, rêvent d'une Droite moderne, tournée vers l'avenir et non plus accrochée à un monde passé qui a souvent péri sous le poids de ses propres erreurs. C'est ce que nous voulions faire

à Jeune Nation, mais cela n'y est plus possible : en détournant le Cercle de nos intentions originales, l'aveuglement religieux a dilapidé tout le capital de crédibilité et d'originalité accumulé par le Cercle depuis 1986, rendant finalement stérile tous nos efforts. » Ce sera la tentative de *Faire Front*, dont, en raison de son excellente qualité, je reparlerai dans une autre tranche de mes Souvenirs. Ainsi on aboutissait à cet invraisemblable résultat : la démission des deux fondateurs du Cercle à la suite du « coup de force » de Dupuis.

Le dernier numéro des *Cahiers* (octobre 1995), un spécial référendum, présente deux articles, le premier signé Cercle Jeune Nation : « Oui malgré tout » (p. 1-15), et le second de Gendron : « Non quand même » (p. 15-17), textes révélateurs. La Rédaction a fait précéder le second article de cet avertissement : « Nous publions avec plaisir l'opinion dissidente d'un membre du Cercle Jeune Nation. » Et tout au bas de la page 17, on lit : « Nous suspendons la publication des *Cahiers de Jeune Nation*. » En réalité, la suspension sera un arrêt définitif : une autre belle aventure de la droite nationale et sociale disparaissait. Encore une fois, je me sentais frère du Naïf, héros des romans de Paul Guth. Dupuis, avais-je pensé, serait le sauveur de Jeune Nation alors qu'il en sera le naufrageur.

Dans la livraison de janvier 1995 des *Cahiers*, Dupuis répond à la mise au point de Dumas et Tousignant. Il précise que « tous les membres du Cercle Jeune Nation ont approuvé l'orientation qui est exprimée dans [son] texte ». Il contourne la question de fond qui est le rapport de l'État, du politique, à l'Église, au religieux : « la société ne peut reposer que sur l'un ou l'autre de ces deux principes de légitimité politique : la Souveraineté de Dieu ou la Souveraineté du Peuple ». Il affirme « non seulement l'union, mais la primauté de l'Église sur la nation ». Il va jusqu'à soutenir cette extravagance fanatique que Jésus-Christ « nous a donné une loi éternelle, dans le domaine politique comme dans le domaine spirituel ». Des mesures natalistes ne peuvent être fondées que sur la volonté divine : « Dieu désire des familles nombreuses pour que davantage d'âmes puissent profiter de la vision béatifique du Ciel ; de plus, en faisant votre devoir de père et de mère de famille, vous travaillez pour vous-mêmes puisque vous travaillez à votre salut ». Selon lui, aucune autre doctrine ne pourrait être opposée aux objections de convenance personnelle qui ne manqueraient pas d'être soulevées : « Le patriotisme des fascistes, le néo-paganisme de la Nouvelle Droite ou le bien commun des positivistes ne seront jamais des motivations suffisantes pour inciter l'ensemble de la population à faire son devoir et à réprimer son égoïsme naturel au profit d'entités collectives comme la patrie ou la famille. » Même pas le fascisme catholique de Joseph Mérel et Jean-Jacques Stormay ? Tombé sous la dépendance de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X dès l'époque des *Cahiers*, Dupuis a continué de s'enfoncer dans la même ornière en développant des réflexes antinationalistes. Il affirme désormais que « la Révolution tranquille a été plus néfaste que la Conquête anglaise. En séparant notre nationalité de la religion catholique, on l'a sapée à la base » (*Le Harfang*, automne 2022, p. 28-29). Aucun nationaliste de doctrine ne soutiendra pareille ânerie ; la conquête est la pire épreuve qui puisse frapper une nation, dont le domaine propre est la cité terrestre. Avec de telles prémisses, il peut conclure : « De toute manière, la vie terrestre n'est pas la fin de l'homme. Il n'y a pas de nations au Ciel. Si le Canada français disparaissait, ce serait triste, mais l'histoire continuerait sous une autre forme pour nos descendants » (p. 30). Tout aussi logiquement, il ajoute ailleurs : « Vous voulez faire la Contre-Révolution ? Eh bien, assistez à la messe, mariez-vous, ayez plusieurs enfants, soyez fidèle à votre femme et à votre devoir d'état. C'est le seul combat que le Bon Dieu nous demande de livrer présentement, et il nous donne les moyens de remporter la victoire sur ce terrain » (*Le Harfang*, août-septembre 2016, p. 18). Bref, la politique importe peu. Bel exemple de la mentalité surnaturaliste théocratique qui sévit à la FSSPX ; elle est de nature à transformer un militant nationaliste en sous-curé politiquement émasculé. Il faut lire sur cette question l'essai percutant de Joseph Mérel, philosophe de profession et catholique traditionaliste de conviction : *Réflexion critique sur le Prométhée de l'abbé Calderón, et mise en évidence de la solidarité entre surnaturalisme, conspirationnisme et antinationalisme*, Éditions Chrysalide, décembre 2024, 267 p.

Finalement, l'extrémisme surnaturaliste de Dupuis a fini par créer un malaise même au sein de sa petite équipe : « Mon évolution n'a pas soulevé de débat entre nous, mais elle a fait en sorte que je me suis senti un peu isolé dans le groupe que je dirigeais. C'est une des raisons pour lesquelles j'ai décidé, en accord avec les autres membres, de cesser la publication des *Cahiers de Jeune Nation*, en septembre 1995. Mais la principale raison, c'était surtout la fatigue du directeur et de toute l'équipe » (*Le Harfang*, août-septembre 2016, p. 15).

Quant à *Faire Front*, il a disparu au bout de quelques mois, héritant sans doute de la mauvaise réputation que les retards cumulés du bulletin *Jeune Nation* avaient value à ce dernier. Ni les militants, ni les abonnés, ni l'argent n'ont été au rendez-vous. *Faire Front*, c'était Dumas et Tousignant ; apparemment, hélas ! personne d'autre n'y a cru.

Ni les *Cahiers*, ni *Faire Front* n'ont su tirer profit de l'Affaire Trépanier, qui avait eu pourtant un grand retentissement, — négatif sans doute dans les institutions et périodiques établis, positif dans l'avant-garde qui ne demandait qu'à marcher. Le retombement de l'Affaire rabattait l'élan qui aurait pu être imprimé à la droite nationale et sociale. Nous reviendrons sur cet épisode dans le prochain numéro.

« Faute de vision, le peuple vit sans frein », autrement dit, il périt (Proverbes, 29 : 18). L'interprétation de ce verset, en dehors de la Révélation, pourrait être que la nation compromet son destin si elle se laisse enfermer dans l'instant fugace et se détourne de la contemplation du temps long. Or la modernité et plus encore la postmodernité se vautrent dans la jouissance de l'ici et du maintenant, et se prive ainsi des moyens de connaître l'essence de la nation et d'assurer sa pérennité. Le Cercle Jeune Nation avait compris cette haute leçon et voulait la diffuser. S'il n'a pas survécu, c'est finalement par manque de ressources matérielles, les droitistes financièrement à l'aise préférant thésauriser pour se réfugier l'hiver en Floride ou subventionner la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X, selon la règle implicite du cléricalisme autoritaire : *pay, pray, obey*. Quand on y réfléchit bien, les autres facteurs de cet échec, que j'ai évoqués ci-dessus, apparaissent plus des conséquences que des causes : le nerf de la guerre a fait cruellement défaut et laissait place nette au dynamisme d'un Dupuis. Désargenté, sans permanent pour assurer l'intendance et veiller au grain, le Cercle a été avalé tout rond par des catholiques traditionalistes. C'est l'éternelle fable du Pot de terre et du Pot de fer. Je te laisse deviner, ami lecteur, qui était le Pot de terre.